

Tension à la frontière croate

Migrants » Des échauffourées ont éclaté hier à la frontière entre la Bosnie et la Croatie après que la police bosnienne a empêché environ 250 migrants de s'en approcher, a-t-on appris de source policière. «Ils ont essayé de franchir (la frontière) de force. La police les a refoulés. Il y a eu des échauffourées», a indiqué la police bosnienne.

L'incident s'est produit à proximité du poste-frontière de Maljevac, où une centaine de policiers ont été déployés. La

police s'efforce de convaincre les migrants de rejoindre la ville de Bihac, dans le nord-ouest de la Bosnie, où vivent sous des tentes plusieurs milliers de migrants, a ajouté la porte-parole.

Beaucoup d'entre eux ont tenté à plusieurs reprises de franchir la frontière avec la Croatie, un pays membre de l'Union européenne. Auparavant évitée par les migrants, la Bosnie est confrontée depuis le début de l'année à un afflux qu'elle peine à gérer. » **ATS/AFP**

PLASTIQUE

DANS LES SELLES

Des particules de plastique ont été retrouvées pour la première fois dans les selles d'êtres humains, selon une étude publiée hier de l'Université de médecine de Vienne et de l'agence environnementale autrichienne. Les chercheurs ont demandé à huit adultes originaires de différents pays de tenir un carnet de bord alimentaire durant une semaine. **ATS/AFP**

Bras de fer durci avec Rome

Union européenne » La Commission européenne a durci hier son bras de fer avec la coalition populiste au pouvoir en Italie en rejetant son projet de budget 2019, une première dans l'histoire de l'UE, a-t-on appris auprès d'une source européenne. Le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, va demander à l'Italie «de réviser son budget», qui sort largement des clous. Cette décision a été

prise hier par le collège des commissaires de l'UE, réuni dans l'enceinte du Parlement européen. Selon les règles européennes, l'Italie dispose maintenant de trois semaines pour présenter un budget révisé.

Dans le cas contraire, elle se heurte à l'ouverture d'une «procédure pour déficit excessif», susceptible d'aboutir à des sanctions financières correspondant, en théorie, à 0,2% de son PIB (soit 3,4 milliards d'euros

en prenant les chiffres de 2017). La marge de manœuvre de la Commission est étroite, entre recherche de fermeté, afin d'assurer sa crédibilité, et volonté de dédramatiser, pour éviter un choc frontal avec Rome qui affolerait les marchés. «Dès demain, nous continuerons à expliquer cette loi de finances», a déclaré de son côté le vice-premier ministre italien, Luigi Di Maio, chef de file du Mouvement 5 étoiles. » **ATS/AFP**

Le président turc assure que la lumière sera faite sur l'assassinat du journaliste saoudien à Istanbul

«Erdogan fait monter les enchères»

« LOUIS ROSSIER

Affaire Khashoggi » Il avait promis de dévoiler «toute la vérité». Recep Tayyip Erdogan, président de la Turquie, s'est adressé hier matin au Parlement d'Ankara pour délivrer sa version officielle de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi.

Si le chef d'Etat a affirmé que l'assassinat était «prémédité», il subsiste des zones d'ombre autour du sort du journaliste disparu le 2 octobre dernier. Tous les éléments dévoilés par la presse turque ont été confirmés par la parole présidentielle. Autant de questions adressées aux Saoudiens: Où est le corps? Qui a commandité l'assassinat? Pourquoi le consulat n'a-t-il pas été immédiatement ouvert aux investigateurs turcs?



«L'avenir du prince héritier est entre les mains des Turcs»

Antoine Basbous

Tout en exigeant que les quinze Saoudiens impliqués dans le meurtre soient amenés devant la justice turque, Erdogan a affiché un souci d'équité contrastant avec son ton autoritaire adopté depuis la tentative de coup d'Etat en 2016. L'analyse du politologue Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes (Paris). Entretien.

Comment comprendre le comportement d'Erdogan?

Antoine Basbous: La méthode d'Erdogan consiste à faire chanter le coupable saoudien. Quand il prend la parole, il ne s'exprime pas en défenseur de la justice mais en négociateur politique. En témoignent les informations distillées à la presse proche du pouvoir par les services secrets turcs.

Comment expliquer son apparent souci de rétablir la justice?

Cela sert à camoufler ses réelles intentions. Il retient ses coups pour faire monter les enchères. Il semble dire: «Achetez mon silence, sinon je peux faire beaucoup de mal.» Comment expliquer, autrement, ces petits bouts de vérité distillés au public? Erdogan



Le président turc, hier, au parlement à Ankara: une prestation très applaudie. Keystone

connaît le fin mot de l'histoire, mais ne le livre pas.

Pourquoi ne pas tout lâcher?

Erdogan n'a pas encore décidé ce qu'il veut. Il exerce des pressions et essaie d'estimer ce qu'il peut soutirer, respectivement, aux Etats-Unis et à l'Arabie saoudite.

Que peut-il attendre des Américains et des Saoudiens?

De la part des Etats-Unis, il veut d'abord écarter la menace de sanctions économiques. En second lieu, il y a le sort de Manbij (Syrie), contrôlée par des Kurdes soutenus par l'armée américaine. Erdogan veut faire sauter cette protection pour pouvoir étendre son influence sur le Nord syrien afin d'empêcher la constitution d'un Kurdistan autonome. Plus généralement, le président turc veut la fin du soutien aux Kurdes syriens, sur lesquels les Américains se sont appuyés pour combattre les islamistes.

Du côté des Saoudiens, il espère des investissements, sur le modèle des Qataris qui ont injecté 15 milliards de dollars dans l'économie turque lorsqu'elle a été frappée par la crise il y a deux mois.

Personnellement, que peut-il retirer de cette affaire?

Erdogan joue sa réputation. S'il négocie, on le présentera comme un marchand qui aura tiré profit du sang de Khashoggi. S'il va jusqu'au bout et révèle la vérité, il gagnera par son intransigeance en charisme politique et diplomatique, mais il exposera son pays à un retour de flamme économique.

Il est donc possible que les Turcs ne dévoilent pas toute la vérité?

On peut effectivement supposer que les Turcs n'aillent pas jusqu'au bout. Ils peuvent épargner le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane en retenant les révélations trop compromettantes. Mais ils ont aussi la capacité de l'exécuter en plein vol. L'avenir de MBS, comme on l'appelle, est entre leurs mains. Il n'est pas certain qu'il puisse maintenir sa position – sans compter qu'il a de nombreux ennemis au sein de la famille royale.

Une famille contre laquelle Khashoggi n'avait pas de grief particulier...

Jamal Khashoggi a toute sa vie servi la monarchie saoudienne. Même lorsqu'il émettait des protestations, sa fidélité envers la couronne restait entière. Mais il n'était pas pour autant un laquais de MBS. Un des conseillers de ce dernier, Saud al-Qahtani (limogé samedi dernier et nommé à la tête de la Commission pour la cybersécurité, ndr), ne supportait pas la moindre dissidence. Le silence de Khashoggi ne suffisait pas, il fallait qu'il applaudisse MBS, ce que le journaliste refusait de faire. »

DES MORCEAUX DE CORPS AURAIENT ÉTÉ RETROUVÉS

Des morceaux du corps du journaliste saoudien exilé aux Etats-Unis Jamal Khashoggi auraient été retrouvés «dans le jardin du consulat saoudien à Istanbul», selon des sources de Sky News. Le visage du journaliste aurait été mutilé et son corps «coupé en morceaux», a annoncé hier Sky News, selon ses propres informations. L'annonce intervient alors que le Gouvernement saoudien a déclaré hier que «toutes les personnes impliquées dans le meurtre du journaliste devront rendre des comptes, peu importe qui elles sont».

Les forces de sécurité turques ont perquisitionné hier une villa de la province de Yalova, près d'Istanbul, dans le cadre de l'en-

quête sur le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, ont rapporté plusieurs médias locaux. Des enquêteurs turcs ont également effectué des recherches dans la forêt de Belgrade, près d'Istanbul. Selon les déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan, une mission de reconnaissance a été effectuée par un groupe de Saoudiens du consulat dans cette forêt ainsi qu'à Yalova, la veille de l'assassinat du journaliste. De leur côté, le roi Salmane d'Arabie saoudite et le prince héritier Mohammed ben Salmane ont reçu hier au palais royal à Riyad deux membres de la famille du journaliste tué Jamal Khashoggi, a annoncé l'agence officielle. **ATS/AFP**